

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale des
affaires culturelles

692 **REÇU** **FP:vu**
Le **13 FEV. 2015**
Répondre le

Le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

ARRETÉ N°SF.15.012 du 10 février 2015
portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive

VU le code du Patrimoine, et notamment son livre V relatif à l'archéologie ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques ;

VU l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

VU l'arrêté du Préfet de la région Aquitaine n°2013119-0001 en date du 29 avril 2013, modifié le 22 avril 2014, portant délégation de signature à Monsieur Arnaud Littardi, directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine ;

VU la décision du directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine en date du 2 juin 2014 donnant subdélégation de signature à Madame Nathalie Fourment, conservatrice régionale de l'archéologie, et à Madame Hélène Mousset, conservatrice du patrimoine, pour l'application du Code du patrimoine (Livre V) ;

VU le dossier de demande de permis de construire déposé par Gironde-Habitat auprès de la DDTM de Gironde et enregistré sous le numéro PC 033 506 13 P0013, pour un terrain sis sur la commune de Sauveterre-de-Guyenne, rue Louis de Beauvallon, et cadastré AX695 et AX696 ;

VU les résultats de l'opération de diagnostic archéologique prescrite par l'arrêté n° SD.14.002 du 6 janvier 2014, dont le rapport a été remis au service régional de l'archéologie le 25 novembre 2014, date à compter de laquelle court un délai de trois mois pour la notification de prescriptions postérieures au diagnostic ;

CONSIDERANT que la création de la future résidence « La Jurade », rue Louis de Beauvallon à Sauveterre-de-Guyenne, affecte, par sa localisation, sa nature et son importance, des éléments du patrimoine archéologique mis au jour durant l'opération de diagnostic susvisé, à savoir un quartier de la bastide comprenant fortification, habitat et ateliers de potier ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il convient de procéder à la sauvegarde par l'étude de ces vestiges ;

ARRETE

Article 1 : Une fouille d'archéologie préventive sera réalisée préalablement aux aménagements, ouvrages ou travaux portant sur le terrain sis en :

Région : **AQUITAINE** Département : **GIRONDE**

Commune : **SAUVETERRE-DE-GUYENNE**

Adresse : **Rue Louis de Beauvallon**

Cadastre : section : **AX** parcelles : **695 et 696**

Maître d'ouvrage : **Gironde-Habitat**

Article 2 : La fouille prescrite à l'article 1 sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur désigné au même article.

Il en confiera la réalisation à l'Institut national de recherches archéologiques préventives ou à un opérateur titulaire de l'agrément prévu par l'article R 522-8 du Code du patrimoine. Cet agrément devra couvrir la période : Moyen Age, époque Moderne.

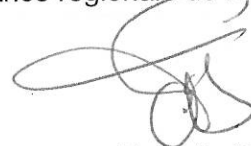
L'aménageur conclura avec l'opérateur un contrat comportant un projet scientifique d'intervention, lequel précisera les modalités de mise en œuvre des prescriptions énoncées par le cahier des charges scientifique précité. Ce contrat fixera notamment le prix et les délais de réalisation de l'opération de fouilles.

Article 3 : Le contrat mentionné à l'article précédent devra, après signature des deux parties, être transmis par l'aménageur au préfet de région, assorti du justificatif de l'agrément de l'opérateur. Le préfet de région disposera d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces éléments pour délivrer l'autorisation de fouille ou pour la refuser en cas de non-conformité du projet soumis au cahier des charges scientifique donné en annexe du présent arrêté. L'autorisation de fouille, assortie de la désignation du responsable scientifique de l'opération, sera délivrée par arrêté.

Article 4 : Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Gironde-Habitat ¹ et au service instructeur, la DDTM de Gironde ².

Fait à Bordeaux, le 10 février 2015

La conservatrice régionale de l'archéologie,



Nathalie FOURMENT

Copies à :

- Préfecture de la région Aquitaine
- Préfecture de la Gironde
- Brigade territoriale de gendarmerie nationale de Sauveterre-de-Guyenne
- Mairie de Sauveterre-de-Guyenne
- Direction régionale des affaires culturelles d'Aquitaine : Service régional de l'archéologie et Service territorial de l'Architecture et du Patrimoine de la Gironde

¹ Gironde-Habitat, 40 rue d'Armagnac, 33074 Bordeaux cedex. Représenté par Madame Sigrid Monnier.

² DDTM, 15bis cour des Fossés, 33210 Langon.

Cahier des charges de la fouille archéologique préventive

Sauveterre-de-Guyenne, rue Louis de Beauvallon future résidence « La Jurade »

Emprise :

Le terrain considéré se trouve entre le boulevard du 11 novembre 1918, ancien chemin du Tour de Ville, les rues de la Maréchalerie et Louis de Beauvallon, autrement dite René Cassin ; sa superficie est de 4317 m².

Ce terrain est en nette pente de l'est vers l'ouest, passant de 84 m NgF à 78,5 : plus de 5 m de dénivelé en 100 m de distance.

Eléments de connaissance :

Le site dans la bastide

La charte de fondation de la bastide de Sauveterre est de 1283 et fait suite à des donations de 1281 (*Rôles Gascons*, II, p. 200-206, n° 746). Mais son église est déjà attestée deux ans plus tôt ; surtout différents témoignages d'archives laissent envisager, dès la fin du XIIe siècle, la présence d'un bourg castral, *castellum de salvaterra*. Les avis sont partagés sur la date de construction de l'enceinte de la bastide : fin du XIIIe siècle (Trabut-Cussac, 1953), début du XIVe (Gardelles, 1985). Son démantèlement fut décidé en 1814 ; pourtant le cadastre de 1829 garde une bonne mémoire de son tracé (AD33, 3P 506/4). Les voies de contournement sont toujours les boulevards actuels.

Le site considéré se trouve non loin de la porte Saubotte, la mieux conservée des quatre portes de Sauveterre, dans le quadrant nord de la bastide, dont l'urbanisme régulier est parfaitement reconnaissable en structuration de la ville actuelle, axé à 45° des points cardinaux. Cet espace est aujourd'hui vide, libre de construction, comme il l'était en 1829. Il semble même évité par le quadrillage viaire : les rues de la Maréchalerie et René Cassin font toutes deux des coudes à angle droit au contact de l'emprise considérée.

Le diagnostic prescrit en janvier 2014, mené en juillet par Bertrand Ducournau (Inrap), a montré que ce secteur, comme on pouvait s'y attendre, n'était pas vide au Moyen Age. On y observe en effet des vestiges de fortification, d'habitat et d'artisanat potier.

Vestiges de fortification

Le mur de ville est figuré sur le cadastre de 1829 avec toutes les caractéristiques d'une construction maçonnerie : une coloration rouge ; un trait double, avec un écart de l'ordre de deux mètres, celui du bas étant plus épais, figuration classique d'un ombrage théorique avec une lumière fictivement située au nord ; un raccord parfait avec les structures de la porte Saint-Léger à l'est, elle-même colorée en gris bleuté comme tous les bâtiments publics (en l'occurrence : l'église, la halle et les quatre portes).

Si l'on en croit les superpositions qu'on peut réaliser sans difficulté, il passait juste à la limite nord du sondage 1, qui aurait pu l'éviter ; mais il aurait dû être touché par les sondages 4, 5 et 6. Ceux-ci ont pourtant observé un large creusement qui correspond certainement au fossé de la fortification, lequel n'est pas figuré sur le cadastre mais longerait le mur 3 à 5 m plus au nord.

On est de ce fait amené à considérer deux possibilités :

- soit, malgré l'apparence de son dessin, le mur n'est pas maçonnerie et se présentait comme un simple terré ; on notera que le comblement du fossé est fait « d'épaisses couches de remblais argileux » qui auraient « pu être constitutives d'un talus » (rapport, p. 33).
- soit la démolition du début du XIXe siècle a affecté toute la maçonnerie, fondation comprise ; en effet, les courtines construites au début du XIVe siècle, l'enceinte de la ville de Bordeaux par exemple, sont d'ordinaire peu profondément fondées.

Quelle que soit sa construction, le tracé du mur coïnciderait avec la fosse 508, très arasée et contenant du mobilier estimé du XIV^e siècle. Cette confrontation n'est pas sans poser un problème, de chronologie relative ou de positionnement précis de l'enceinte. On peut en tout cas en déduire que le sol actuel, 25 cm au-dessus de l'apparition de la fosse, a été nettement rabaissé, sans doute lors du remaniement du XIX^e siècle. On peut imaginer que ce terrassement a affecté plus fortement les parties les plus hautes, c'est-à-dire l'angle nord-est où ces observations ont été faites. Il n'est par conséquent pas totalement impossible que des vestiges de la construction apparaissent vers l'ouest.

La profondeur de la douve est d'au moins deux mètres par rapport au sol actuel, mais son fond n'a pas été atteint. Il semble manifeste qu'elle se prolonge sous le boulevard dans sa configuration actuelle, qui n'est pas considérablement élargie par rapport au plan de 1829.

Vestiges d'habitat et d'urbanisme

La présence d'un habitat médiéval, par opposition aux vestiges artisanaux potiers, est surtout perceptible par le mobilier recueilli, dont certaines catégories ne semblent pas issues de la production locale. Les restes fauniques contenus dans certaines unités stratigraphiques (101, 105, 106, 201) témoignent de rejets domestiques. Les rares éléments métalliques observés (419, 201) sont plus ambigus, comme l'est le fragment de meule recueilli en tranchée 2 (201). Quant aux pierres calcaires observées ici ou là, parfois localisées en masse comme dans la tranchée 2, elles ne correspondent que mal à une activité potière et au type de four observé.

Du point de vue des structures, on note un possible solin en tranchée 1, un trou de poteau en tranchée 4, un fossé (peut-être parcellaire) en tranchée 8. Enfin, en tranchée 7, un niveau de sol (703) est associé à de la céramique de consommation.

Mais le plus remarquable témoignage vient du petit four de la tranchée 3 (fait 303). Sa taille (90 cm x 60 cm) et surtout sa conception (« cassons de tuiles disposés de chant », p. 32 ; cf. fig. 19, p. 31) en font sans aucun doute, et malgré la prudence excessive du responsable d'opération, une structure non potière, et presque assurément domestique. Cette construction, sans élément datant associé, est installée dans un niveau du XIV^e siècle et postérieurement à lui.

La répartition préférentielle des vestiges d'artisanat potier et des tessons de céramique grise modelée, sur le côté occidental de l'emprise et dans l'angle nord-est, par son aspect discontinu, semblerait témoigner d'un parcellaire. Celui-ci pourrait correspondre aux prolongements des segments des rues de la Maréchalerie et René Cassin avant leurs coudes. Mais une telle hypothèse n'est fondée sur aucun élément de terrain, uniquement sur une logique interprétative des plans.

Vestiges d'un artisanat potier

L'existence dans l'emprise d'une ou plusieurs officines potières est manifeste. Deux ensembles pourraient se distinguer :

- d'une part les données de la tranchée 1 et, plus secondairement, de la 2, avec un fond de four, bien caractérisé, de petite taille ; avec des fosses au comblement charbonneux mêlé de fragments de calcaire brûlé et de terre cuite ; avec d'importants creusements qui provoquent un contact brutal et anormal avec le substrat (cf. fig. 12) et relèvent vraisemblablement d'extractions ;
- d'autre part celles de la tranchée 4 et éventuellement de la 5, avec des fragments de parois de fours, avec de probables extractions, avec des fosses au sédiment charbonneux contenant des ratés de cuisson.

La céramique produite dans cette officine (ou ces officines) est une céramique modelée grise, plus ou moins connue sous ce nom. Elle est très présente sur ce site, mais n'apparaît guère ou pas du tout dans les tranchées centrales, 6, 8 et 3, ce qui renforce l'idée d'une double implantation.

Elle est en association avec d'autres céramiques estimées du XIV^e siècle, dont quelques-unes de type sadiracais. On n'y a pas observé de trace particulière montrant qu'il s'agisse de ratés de cuisson et la chose, sans être totalement impossible, semble assez difficile tant les techniques de façonnage et de cuisson sont différentes, probablement aussi les ressources argileuses.

La céramique modelée grise

Cette céramique a été identifiée à Bordeaux en 1990-91. Elle apparaît et disparaît dans la Ville soudainement et sur un court laps de temps, vers la fin du XVI^e siècle ; un effet du commerce est évident. En 1990, Michel Sireix, surveillant la construction d'un garage, a observé un site médiéval pratiquement en face de l'emprise ici considérée (Patriarche 33 506 0031). Son rapport de prospection *13 communes du Sauveterrois*, daté de 1992, était accompagné d'une note intitulée *Céramiques médiévales du canton de Sauveterre* (P. Régaldo). Les objets recueillis sont conservés au Musée d'Aquitaine.

C'est une céramique à cuisson dite réductrice, l'apport de carbone durant la montée en température et le début de la descente étant sensé provoquer la coloration grise. Mais la nature exacte des échanges chimiques et les manières de les obtenir restent assez mal démontrées. On remarque que les pièces recueillies lors du diagnostic ne sont pas toutes grises, mais parfois brun plus ou moins clair. Le lien avec les argiles carbonatées du substrat (molasses de l'Agenais) est envisageable : d'aucuns ont ainsi pu imaginer des phénomènes physico-chimiques d'autoréduction.

Cette production est, par ailleurs, aisément reconnaissable par ses techniques de façonnage et par ses principales formes : « Ce sont des vases de type bouilloire (ceux de Bordeaux ont des dépôts de calcaire abondants). Le corps globulaire est modelé, plus probablement sur une forme que dans un moule ; un colombin est ensuite rapporté sur cette lèvre provisoire, plutôt sur l'extérieur, et ensuite tourné, vraisemblablement sur une tournette. La lèvre est concave, comme pour recevoir un couvercle, avec un angle très aigu à l'intérieur. Une anse est rapportée ; un pied annulaire est collé sous le fond rond. Ces pièces sont parfois de très belle venue, la technique adoptée permettant des parois d'une bonne finesse » (Régaldo, 1992).

En 1992, il était distingué trois groupes de production : le premier est caractérisé par des traces internes de modelage glissées, voire lissées ; le second par des traces correspondant à un martelage de la pointe des doigts ; le troisième par des traces de tournage ; dans tous les cas, le façonnage semble réalisé sur une forme et le col est rapporté. Le troisième groupe est rare, peut-être du XVII^e ; le deuxième est celui reconnu à Bordeaux, rarement dans le canton de Sauveterre ; le premier est celui observé dans tout le canton sur tous les sites du plein XIV^e, à l'exclusion du début du siècle ; il a récemment été reconnu à Saint-Emilion dans un contexte probablement XIV^e (deuxième quart ?).

Ce groupe 1 est très abondant sur le site sauveterrois étudié en 1990-1992, « avec tout un cortège de productions de même genre et non la seule forme de bouilloire observée partout ailleurs ». Ainsi qu'envisagé au moment de la découverte, il est très probable que ce soit un lieu de production ; il est très voisin du site ici considéré, mais séparé de lui par l'actuel boulevard et surtout par les fortifications, lesquelles sont supposées être antérieures. Le développement d'un quartier potier, car il s'agirait bien de cela, de part et d'autre d'une enceinte n'est, pour le moins, pas une configuration des plus classiques.

On notera encore qu'une céramique de même genre a été identifiée par le PCR *Production et consommation de la céramique en pays charentais* dirigé par Eric Normand. La fiche d'identification de la « Modelée Grise Moderne (MGM) » montre une forme très similaire aux « bouilloires » girondines ; les anses sont la principale différence. Ce groupe est abondant à Angoulême et se diffuse autour du fleuve Charente dans des contextes de la fin du XVI^e siècle et du XVII^e, un rapprochement étant envisageable avec des productions limousines médiévales. (Renseignements E. Normand)

C'est donc ici un exemple particulier de tout un ensemble de productions apparentées, médiévales et modernes, qu'il faut considérer, ce qui dépasse largement le contexte local et pose d'importantes questions de diffusion des techniques et de commercialisation.

Eléments de problématique et de méthodologie :

Les problématiques à développer sur ce site tournent par conséquent autour de trois thématiques majeures : la bastide, l'habitat, la céramique.

Pour la **bastide**, il s'agit d'une part de reconnaître son enceinte : le mur lui-même, si une trace, directe ou indirecte, en est encore conservée, ses caractéristiques et notamment son mode de construction (terré ou maçonnerie) ; la douve dont il faut au moins suivre le tracé, en s'assurant de sa continuité et de l'absence de franchissement, estimer la profondeur, reconnaître le profil. Il convient aussi de raisonner la chronologie de ces fortifications, qui n'est que supposée d'après le témoignage indirect de quelques textes ; au-delà des positionnements relatifs des structures, il sera en ce sens utile de recueillir des éléments significatifs à la base du comblement du fossé. Mais ce même comblement devrait garder mémoire des activités artisanales voisines, comme ce fut le cas à Marmande, par exemple. Il serait donc souhaitable que la douve soit explorée par plusieurs tranchées (au moins trois), avec des élargissements potentiels si l'importance (en termes de signification plus que de quantité) du mobilier le justifie. Cela implique sans doute, du fait de la profondeur à atteindre, un creusement par paliers ; on peut aussi envisager que le dégagement des niveaux inférieurs de la douve se fasse en conclusion d'une fouille en aire générale ou sectorisée. Il faudra sans doute envisager aussi des blindages du côté du boulevard.

La bastide sera aussi reconnue dans ses structures internes : éléments de parcellaire, régularité éventuelle des habitats, voiries, écoulement des eaux pluviales, etc. A Sauveterre, il n'y a que des éléments ponctuels de rues longeant l'enceinte, au voisinage des portes ; elles peuvent être des effets de l'attraction des portes ou des vestiges d'une voie de desserte ; on sera donc attentif à démontrer ce qu'il en est sur ce site. Les sondages de diagnostic n'ont identifié aucune trace de voirie ; pour autant, il est peu envisageable qu'il n'y ait pas eu de rues dans cet espace.

La vacuité de ce secteur de la bastide, malgré de nombreux parallèles dans d'autres villes neuves, reste un phénomène à expliquer. Elle est renforcée par les coudes des rues qui auraient dû le traverser mais l'évitent. Les éléments recueillis sur place ne semblent pas atteindre l'époque moderne. Que s'est-il passé ? La problématique de l'abandon revêt ici un sens particulier du fait de l'importance d'une occupation artisanale pas toujours bien admise dans une ville close.

Dans l'état du dossier, on est amené à comparer des sources chronologiques radicalement différentes : d'une part des raisonnements historiques à partir d'archives qui envisagent une construction de l'enceinte au plus près de la fondation officielle de la bastide (1283) ; d'autre part une estimation chronologique du commencement de la production après le début du XIV^e siècle. Mais quelques faits archéologiques pourraient éventuellement signifier que le quartier potier serait recoupé par l'enceinte. Et si la vacuité de ce secteur était provoquée par l'abandon de la partie du quartier amputée par l'enceinte ?

Plusieurs **unités d'habitat** devraient être retrouvées, y compris dans les officines potières. Du moins si les travaux de surface, anciens ou récents, en ont laissé des traces suffisantes. On imagine volontiers des constructions sur solins et/ou sur simples poteaux ; on sera de ce fait particulièrement attentif aux traces éventuelles de torchis et autres matériaux de construction légère. On imagine aussi des sols en terre pour les espaces de service et peut-être des sols planchés pour les espaces de vie ; il est évident que les traces directes en auront disparu, mais d'autres, indirectes, sont parfaitement envisageables.

La probable structure de cuisson domestique retrouvée dans le diagnostic est-elle unique ? Quelle est sa nature exacte ? Comment s'organise-t-elle dans la maison ?

Toutes les structures en creux, domestiques ou artisanales, sauf la douve et de trop grandes fosses d'extraction s'il en est, seront fouillées à la main. On procédera systématiquement à des relevés stratigraphiques médians, ou même par quarts. Pour les trous de poteaux, aussi bien en plan qu'en coupe, on distinguera, autant que faire se pourra, les creusements, les calages et les négatifs des bois, en prenant bien garde à la forme de ces bois (rondins, poutres) et à leur positionnement (vertical, incliné), à leurs dimensions et

profondeur, à la nature et au contenu des sédiments, et tous autres indices permettant de raisonner le mode de construction, le plan et d'éventuelles reprises.

Les relevés doivent être dressés au fur et à mesure des découvertes, et l'organisation générale, surtout celle des trous de poteaux conduisant à des hypothèses de plan, doivent être raisonnées sur le terrain : si certains faits manquent à la géométrie envisagée, plus encore si certains sont superfétatoires, c'est en priorité sur le terrain qu'il faudra tenter de les expliquer.

Les **officines potières** sont la grande originalité de cette opération. Il faudra déterminer leur extension, qui sera probablement un des marqueurs principaux du parcellaire. Mais aussi et surtout l'organisation interne de leurs structures : fours (la durée de vie ordinaire de ces structures implique qu'il doit y en avoir plusieurs qui se sont succédé dans chaque officine), fosses, extractions, rejets, zones d'habitat et de travail. On peut envisager que l'organisation soit plus fortement contenue dans un espace urbanisé qu'en milieu rural ouvert où elles sont plus courantes. Mais il faudra aussi envisager le positionnement des structures en rapport avec leur voisinage : ainsi le four découvert lors du diagnostic est axé au nord et semble s'adosser au rempart, situation assez classique. Le contenu des structures creuses devra être recueilli avec toute l'exhaustivité nécessaire, mais aussi avec les éventuelles observations utiles sur le voisinage des pièces ; il peut se faire que la fouille doive être très attentive et non le seul recueil de tessons selon la stratigraphie.

Les fours sont bien évidemment des éléments majeurs, d'autant plus dans le cas d'une « cuisson réductrice ». Leur fouille doit être très minutieuse et chercher à comprendre leur organisation et leur fonctionnement. Pour ce qu'il en semble, d'après l'exemple dégagé, ils devraient être de type tout à fait classique : un foyer excavé, plutôt de petite taille et un peu plus carré que d'ordinaire, cuit sur place, apparemment sans support médian (pile ou mur), avec un alandier ouvert sur une fosse d'accès ; une chambre de cuisson devrait surmonter le foyer et en être séparé par une sole ajourée ; on ne sait si elle était voûtée, on n'a même aucune trace de ses parois, ni même de la sole. Il est peu probable que les parties hautes aient été conservées sur aucun des fours, mais on sera attentif à tous les détails de construction, y compris, voire surtout, sur les éléments démontés : les fragments de sole montrent sa conception (dalle percée, système rayonnant...) ; les déblais montrent si les parois étaient en terre seule, ou armée de tessons de tuiles ou de pots, parementée ou pas de pierre, etc. Les traces d'usure et de réparation sont aussi des clés d'interprétation. On argumentera bien sûr sur la récurrence des phénomènes entre les différents fours. La nécessaire mémoire des structures suppose des relevés détaillés ; on a eu, ces derniers temps, d'excellents exemples de photogrammétrie 3D.

Pour étudier le contenu d'un fond de four, on préconise volontiers de le fouiller par quadrant, en ménageant une coupe longitudinale et une coupe transversale, de telle façon que la stratigraphie des apports de fonctionnement (cendres, éclats, petits tessons, etc.) et de comblement apparaisse bien car elle est significative de la présence éventuelle de la sole et des parties hautes lors de l'abandon, ou encore de la manière dont la chambre de cuisson a été démantelée. Le problème n'est pas le même pour la fosse d'accès qui n'était pas couverte, mais une coupe longitudinale prolongeant celle du four serait la bienvenue.

Les fours seront datés par archéomagnétisme.

Les problématiques céramologiques impliquent un investissement non négligeable en étude du mobilier, dans la phase d'étude post-fouille. On attend bien sûr une typologie de la modelée grise de Sauveterre, telle qu'elle apparaîtra dans les rejets des officines fouillées, mais aussi une comparaison avec les productions voisines. Par ailleurs, les techniques de façonnage, particulièrement originales, demandent à être précisées à partir des menues traces observables et de leur récurrence : on apprend plus par des défauts que par des pièces parfaites. Le mode de cuisson demande aussi à être explicité, dans ses procédures et dans sa physico-chimie ; les observations sur les fours et celles sur les tessons s'épauleront. On procèdera aussi à des prélèvements des terres argileuses locales, au fond des fosses d'extraction reconnues ; à plus forte raison si l'on découvre une réserve de terre préparée. Ces prélèvements seront des supports d'analyses potentielles, mais serviront aussi à des cuissons expérimentales.

L'entièreté du **terrain** doit être fouillée.

Cela implique l'évacuation régulière des terres, difficile par le boulevard qui est très fréquenté, un stockage sur place et un accès. La base de vie est, quant à elle, difficilement positionnable hors du terrain.

Par ailleurs, l'intérêt de ce chantier fait concevoir l'utilité de sa visite par des voisins, des touristes ou des scolaires. L'aménageur et la municipalité semblent y être sensibles. On imagine mieux un belvédère permettant de regarder la fouille, plutôt qu'une visite.

L'ensemble de ces contraintes amène à considérer la nécessité d'un chantier en deux phases, avec un déplacement des structures utilitaires. Le détail reste à étudier avec l'aménageur et la municipalité.

Eléments techniques :

N.B. : Le projet scientifique et technique retenu par l'aménageur devra être soumis à l'avis de la CIRA.

Agrément de l'opérateur ; profil du responsable d'opération et des spécialistes

L'opérateur devra être titulaire d'un agrément pour les périodes médiévale et moderne.

Le responsable d'opération devra être aguerri à des fouilles complexes de contextes excavés. Il sera épaulé d'un céramologue, de préférence médiéviste, s'il ne l'est pas lui-même ; celui-ci participera à la fouille où il sera à même de faire des premières observations. Un géologue sédimentologue, ayant une bonne connaissance des argiles, est indispensable. La topographie fine pourrait être secondée par une photogrammétrie 3D.

La gestion du mobilier recueilli peut être un poste important si les tessonnières se révèlent abondantes, ce qui reste difficile à prévoir.

On s'assurera la collaboration d'un laboratoire d'archéomagnétisme, y compris pour les prélèvements. Eventuellement aussi d'une équipe compétente en physico-chimie des céramiques. On se rapprochera des chercheurs regroupés dans le PCR sur la céramique médiévale d'Aquitaine (coordination Sylvie Faravel).

Durée minimale prévisible de l'opération et composition indicative de l'équipe

On peut estimer le travail de terrain autour de 14 semaines (70 jours) pour une équipe d'une dizaine de personnes. Cela suppose qu'on parvienne à gérer convenablement les évacuations ou stockages des terres. De même, les basculements sectoriels impliqués par la fouille de l'entièreté du terrain peuvent avoir des conséquences sur cette durée (interruption ?).

Les moyens nécessaires à l'étude post-fouille seront plus importants que d'ordinaire. Si l'on peut envisager des tranches conditionnelles, c'est surtout dans cette phase, car on ne peut aujourd'hui préjuger de la masse de mobilier à étudier.

Mesures à prendre pour la conservation préventive des vestiges mis au jour

Prendre l'attache du SRA.

Délai pour la remise du rapport final

Deux ans après la fin de la phase de terrain.

Considérations générales

L'opérateur fournira au conservateur régional de l'archéologie et à l'agent du SRA chargé du suivi du dossier un calendrier prévisionnel des interventions pour la phase de terrain ; puis, pour la phase d'étude, la liste des éventuels intervenants extérieurs pressentis et le calendrier général prévisionnel. Il leur donnera toutes informations utiles sur les lieux de stockage et sur les éventuels transferts des mobiliers de fouille.

Le RO tiendra informés le conservateur régional de l'archéologie et l'agent du SRA chargé du suivi du dossier sur le déroulement de l'opération, sur les découvertes, les avancées et les difficultés, sur la consommation des moyens affectés et sur tous autres sujets d'importance. Cette information se fera par messagerie électronique ; en phase de terrain, sur une base hebdomadaire ; dans les périodes actives de la phase d'étude sur une base mensuelle.

Le rapport final d'opération et les archives de fouille seront remis conformément aux arrêtés du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques et du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques.

Pièces jointes :

Extrait du cadastre de 1829 ; plan Inrap ; trois documents superposant des plans du diagnostic, du cadastre actuel et de celui de 1829.